Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°225
21 Février 2026
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les capitalistes nous entraînent vers la catastrophe, il faut les arrêter !

« *L'ordre international post-1945, sous l'égide des États-Unis, est aujourd'hui en train de s'effondrer.* » Ces mots ouvraient le 13 février la conférence de Munich, pendant laquelle les dirigeants européens se rassemblent pour discuter de « sécurité », en fait de diplomatie, d'armement et de guerre. Le chancelier allemand Friedrich Merz y affirmait, lui, que l'ordre mondial basé sur « le droit et les règles » n'existait plus, et qu'« un fossé s'est creusé entre l'Europe et les États-Unis ».

Entre les petits fours et les rencontres avec les industriels de l'armement, les dirigeants européens ont enchaîné les déclarations guerrières. « *Nous devons construire un pouvoir fort [...] et, si nécessaire, être prêts à nous battre* » a affirmé Keir Starmer, le premier ministre du Royaume-Uni. Le président français Macron s'est félicité de ce que l'Europe se « réarme massivement » face à la prétendue menace russe.

Cette préparation guerrière ne se fait pas qu'en parole. Le prêt de 90 milliards qui a été accordé à l'Ukraine par l'Union européenne ne sert pas à défendre la « souveraineté » ukrainienne. Ce n'est qu'un prétexte pour les capitalistes européens qui veulent augmenter leur part dans le dépeçage de l'Ukraine et gaver de profits les patrons de l'armement. Pour eux, les 2 millions d'Ukrainiens et de Russes victimes de cette guerre n'étaient que de la chair à canon. « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les profits des industriels et des banques », disait Anatole France après la première guerre mondiale.



Les politiciens et chroniqueurs prétendent que face à un monde de plus en plus violent, la seule manière de se protéger est de renforcer l'armée. Mais l'armée et l'État ne défendent pas la population. En Belgique, Theo Francken, le ministre de la « défense », veut que l'armée participe à la chasse aux migrants. Il entraîne ses soldats à arrêter des travailleurs, aujourd'hui étrangers, pour que demain l'armée puisse servir contre tous les travailleurs quelle que soit leur nationalité. On voit de quel côté sont l'État et les tribunaux, quand le Conseil d'État interdit trois jours de grève pour les cheminots !

Cet État et cette armée sont des instruments contre les travailleurs ! Ceux qui détiennent le pouvoir ne sont pas les gouvernements, mais les milliardaires à la tête des industries et des banques.

En fait l'Europe unie n'a jamais existé, ce n'est qu'un ensemble d'États en concurrence les uns avec les autres, avec des industriels opposés les uns aux autres. L'ancien dirigeant de la banque centrale européenne, Mario Draghi, affirme que l'Union européenne ne devait pas rester « *un groupe d'États* », mais devenir un État fédéral. Ce serait une illusion de croire que les capitalistes européens pourraient s'unir pour concurrencer les États-Unis ! La majorité des armes « européennes » sont achetées aux USA ! Et quand elles ne le sont pas, qui profitera des commandes ? Le français KNDS ou son concurrent allemand Rheinmetall ?

La seule chose sur laquelle les capitalistes parviennent à s'accorder, c'est pour augmenter les cadeaux aux grosses entreprises avec de l'argent public. Quand des centaines d'industriels se sont réunis à Anvers le 11 février pour exiger que l'Europe les couvre de cadeaux, les dirigeants européens ont immédiatement obtempéré. Ils se sont engagés dès le lendemain, lors d'un sommet européen, à faire baisser les prix de l'énergie, les charges ad-

ministratives, les règles environnementales et à augmenter les commandes publiques pour les grandes entreprises.

Pourtant, ces industriels, comme Solvay, BASF, TotalEnergies, Engie, versent des milliards de dividendes à leurs actionnaires. Ce sont eux qui ont déjà supprimé 75.000 emplois industriels dans la chimie en Europe depuis 2024, alors qu'ils avaient largement les moyens de les payer. Et on devrait accepter qu'ils reçoivent encore plus d'aides de l'État ? De payer encore plus de taxes ? De sacrifier encore plus les hôpitaux, les écoles ou les transports en commun sur l'autel du profit ?

L'affaire Epstein montre, dans sa réalité sordide, comment ces capitalistes et leurs valets politiciens sont organisés à l'échelle planétaire dans des réseaux. Comment ils discutent de leurs intérêts tout en abusant de femmes, voire d'enfants, pendant des dizaines d'années, sans être inquiétés.

Et il faudrait que l'on se sacrifie pour ces parasites qui nous emmènent vers la catastrophe ? L'immense majorité de la population mondiale n'a aucun intérêt à accepter d'être mené à la boucherie sans broncher. Les travailleurs, qui sont au cœur de l'économie, ont la force de les renverser et de construire une société débarrassée des guerres, des oppressions et de l'exploitation !

Dans les entreprises

Grève chez Bpost

Les facteurs du bureau de Philippeville sont en grève depuis deux semaines. Ils ont subi en premiers la « réorganisation » des tournées dans leur zone de distribution. Sous prétexte « d'optimisation » face à la concurrence dans la livraison de colis, la direction impose aux facteurs des tournées plus chargées et qui alternent tous les deux jours.



Ce n'est qu'une manière de réduire le nombre de tournées, augmenter la charge de travail pour chaque facteur et probablement préparer les futurs licenciements. Pour faire reculer la direction, les facteurs de Philippeville auront besoin de s'allier aux travailleurs des autres bureaux de Bpost et des autres secteurs

Des dirigeants complices

Un officier de l'armée israélienne a visité l'entreprise d'armement FN Herstal avec une délégation d'autres représentants d'armées.



Alors que la population de Gaza continue de subir les bombardements et les massacres de l'armée israélienne, cette visite montre la complicité et les liens entre les dirigeants belges et l'armée israélienne. La FGTB de l'entreprise a réagi en appelant à une grève de 24 heures pour marquer son opposition.

Grève chez Roger et Roger

À Mouscron, les travailleurs d'une usine de production de chips et de snacks sont en grève pour contester le licenciement d'un de leur collègue ouvrier. Les travailleurs dénoncent la direction qui refuse d'entendre leur point de vue sur ce qu'elle considère être « une faute grave ».

En quelques jours, le fait d'arrêter le travail et de se réunir au piquet de grève a permis de discuter des problèmes de tous les jours. Conditions de travail qui se dégradent, accès restreint aux sanitaires, chaîne installée sur la grille d'une sortie de secours… Les raisons ne manquent pas de vouloir se défendre !

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Echos des bulletins d'entreprise

Colruyt Dassenveld

Plus c'est gros, plus ça passe ?

Dans la « gazette » Colruyt, Jef Colruyt, multi-milliardaire, explique sans peur du ridicule que « *officiellement, je suis à la retraite, après 45 années de carrière, avec une pension mensuelle de 1.856,36 euros et quelques avantages, comme des réductions sur les tickets de train et de musées* ». Il a oublié ses dividendes ?!?

On attend son témoignage sur la difficulté de remplir son caddie.

Pour des salaires élargis !

Ouverture des Okay le dimanche, Collect&Go étendu avec retrait dès 8h : Colruyt fait tout pour préserver ses profits… sur le dos des travailleurs que la direction veut toujours plus flexibles.

Un détail semble pourtant leur échapper : les salaires des travailleurs qui baissent. Combien de travailleurs ont encore les moyens de faire leurs courses chez Colruyt ? Y compris parmi nous ?

Le groupe pourrait commencer par augmenter nos salaires !

La coopération… rentable

Enabel, l'agence de « coopération internationale » du gouvernement belge, qui s'adresse essentiellement à l'Afrique, s'associe à Colruyt dans un partenariat public-privé. Son patron parle d'un passage « d'une logique d'aide et de charité à une logique d'investissement dans les pays partenaires ». Rien de bien neuf : depuis la fin de la colonisation la «coopération internationale » sert à financer les profits des entreprises occidentales par les commandes des pays du tiers monde aux entreprises partenaires… comme Colruyt.

L'argent prêté revient dans leur poche… plus un bénéfice !

Profit ou prévention

Après l'enquête, la direction propose son « plan bien-être » : des formations sur les « bons gestes », voire des "exosquelettes". Soit, mais encore faut-il avoir réellement le temps d'appliquer ces techniques.

En tout cas, avant que la direction décide d'utiliser des exosquelettes ou des robots, la meilleure prévention c'est de mesurer ses gestes… et pour cela de ne pas aller trop vite.

Il faudrait embaucher ? Les profits en souffriraient ? Mais notre santé y gagnerait !



L'ambiance selon Colruyt

La direction, dans sa dernière enquête « supply chain », "découvre" et déplore que les liens entre collègues se dégradent.

La direction nous pousse à dénoncer nos collègues, dresse les équipes les unes contre les autres… puis feint de s'étonner que l'ambiance se dégrade.

Colruyt, c'est comme le pyromane qui crie au feu. Le meilleur moyen d'éviter l'incendie, c'est de s'entendre pour lutter contre les pyromanes.

Chemins de fer

Grève hors la loi

HR Rail a refusé le préavis de grève déposé par les directions syndicales pour les 5, 10 et 12 février. Le Conseil d'État a confirmé ce refus. Le prétexte à cette interdiction est que le dépôt du préavis de grève ne respecterait pas les formalités de la procédure légale.

En réalité ce problème administratif n'est qu'un prétexte. Il s'agit là d'une manœuvre contre les travailleurs. Il ne faut pas se faire d'illusion, ce qui est légal dépend du rapport de force entre d'un côté l'État et les patrons et de l'autre les travailleurs !

Entre 1831 et 1921, la grève était interdite et l'État Belge faisait tirer sur les grévistes ! Aujourd'hui, on a le droit de grève car malgré cela, les travailleurs ont défendu leurs intérêts !

« Justice » de classe

La direction de la CGSP Cheminots a répondu dans un tract à la décision du Conseil d'État : « *En tant qu'organisation syndicale responsable, nous actons de cette décision avec le respect dû aux institutions de justice.* »

Le respect dû aux institutions de justice ? Vraiment ?

Ces mêmes institutions de justice qui condamnent des syndicalistes à des milliers d'euros d'amende et à des peines de prison pour avoir bloqué la circulation pendant une grève ? Qui ont envoyé des huissiers contre les grévistes de Delhaize ? Qui ont envoyé la police contre les ouvriers d'Audi Forest qui se défendaient contre leur licenciement ?

La grève, c'est l'arme des travailleurs !

Les travailleurs ont montré dans le passé qu'ils pouvaient se battre et se défendre, même quand la bourgeoisie interdisait les grèves et envoyait l'armée pour les réprimer. Les syndicats eux-mêmes se sont construits à des époques où ils étaient interdits.

En 1921, sous pression de la révolution russe de 1917, l'État belge autorise les syndicats et dépénalise la grève. Pour les travailleurs, c'était une avancée importante. Mais avec le recul de la combativité, la bourgeoisie et l'État limitent de plus en plus le droit de grève.



Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs auront besoin de s'organiser et de se battre sans « respecter les institutions de la justice », mais en construisant un rapport de force pour s'imposer face à elles.

Acte manqué ?

Mais comment est-il possible que les dirigeants syndicaux aient été si peu précautionneux et aient commis tant d'erreurs dans les formalités de dépôt du préavis ? Est-il possible qu'ils voulaient apparaître combatifs en déposant le préavis, mais sans être vraiment déterminés à ce que la grève ait lieu et que finalement la décision de la direction et du conseil d'État les arrange ?

Défendre la SNCB ?

Interviewée sur la RTBF pendant la semaine de grève, la CEO de la SNCB, Sophie Dutordoir, justifiait les attaques actuelles contre le statut des cheminots par l'ouverture du rail à la concurrence capitaliste. Elle prétend que la suppression du statut serait nécessaire pour permettre à la SNCB de gagner le marché face à ses concurrents qui, eux, auraient déjà supprimé le statut.

Mais quel intérêt pour les travailleurs et les usagers de défendre la SNCB et Infrabel si celles-ci adoptent toutes les pratiques des entreprises capitalistes : emplois précaires, bas salaires et dégradation du service aux usagers ?

Le seul moyen de défendre nos conditions de vie et de travail, ainsi que les services utiles comme le transport, les soins de santés et l'éducation des enfants, c'est de refuser la concurrence entre travailleurs, de s'unir entre tous les secteurs, publics et privés, pour imposer que nos besoins passent avant les intérêts des capitalistes !

Pas d'illusions !

Contre la mise en concurrence du rail, le PTB et le PS prétendent qu'il serait possible de s'appuyer sur des détails des lois, des prétendues exceptions légales, pour l'empêcher.

Qu'il existe des détails juridiques qui permettraient d'empêcher l'ouverture à la concurrence du rail : peut-être ! Mais pour exploiter ces failles ou pour résister aux attaques contre nos conditions de travail, ce qu'il faut dans tous les cas, c'est renforcer le rapport de force. Et ça ne passe pas par le travail de juristes, mais par la lutte de classe.

Leur société

Défendre nos vies et nos salaires

« *Le handicap salarial a été résorbé* ». C'est la manière dont la FEB, la fédération des patrons en Belgique, avoue que le pouvoir d'achat a baissé en Belgique, car les salaires n'ont pas suivi la hausse des prix, notamment par rapport aux pays voisins. Pour les capitalistes, des salaires suffisants, c'est un « handicap », cela signifie moins de profits dans leurs coffres-forts... C'est ce qu'on appelle la lutte des classes, pour défendre nos vies, il faut aller prendre sur leurs profits !

Négocier... sans rapport de force ?!

Cette annonce a fait réagir la nouvelle secrétaire de la FGTB, Selena Carbonero Fernandez, qui a demandé à revoir la loi de 1996. Cette loi limite les augmentations de salaires selon la « compétitivité », c'est-à-dire selon la croissance des salaires des pays voisins. Pendant des années, elle a été un prétexte pour interdire toute augmentation de salaire en plus de l'indexation. Une indexation largement insuffisante.

En fait, Selena Carbonero Fernandez ne remet pas en question la limitation des salaires. Comme elle le dit, la FGTB n'est pas « *déconnectée de la réalité* » et peut « *prendre en compte la réalité dans les entreprises et secteurs où les marges bénéficiaires sont plus faibles* ». Sa seule demande est de

« *pouvoir négocier dans les entreprises et secteurs où les marges sont plus importantes* »… Autrement dit, renforcer la division des travailleurs par secteur dans les luttes, et s'appuyer sur les chiffres des patrons, la plupart du temps mensongers, pour déterminer les secteurs où il pourrait y avoir une augmentation de salaire… et ceux où il ne pourrait pas y en avoir.

Ce n'est pas une modification de la loi qui permettrait ou empêcherait les augmentations de salaire. Ce qui compte, ce sont les rapports de force. C'est seulement à travers des luttes importantes et déterminées que les travailleurs peuvent arracher aux patrons une partie de leurs profits pour augmenter les salaires ou diminuer les charges de travail en embauchant de nouveaux travailleurs.

Cela ne viendra pas d'en haut

Peter Timmermans, le président de la FEB, a réagi à la proposition de la FGTB en annonçant que les patrons étaient ouverts à l'idée de modifier la loi de 1996 à condition… de revoir l'indexation des salaires… Ils veulent bien envisager de donner d'une main, à condition de reprendre de l'autre ! Voilà à quoi se résume une « négociation » sans rapport de force.

La fin du « handicap salarial » signifierait, selon le Conseil central de l'économie (une organisation composée des représentants des patrons et des syndicats qui donne des « avis » sur l'économie belge), une possibilité de négocier des augmentations de salaires dans les secteurs « *où il y a de la marge* ».

Mais qui décide de cette marge ? Ce même Conseil central de l'économie ! Et ce qu'ils envisagent c'est une marge de 1% d'ici 2027 ! Ce qui est bien insuffisant ! Et Peter Timmermans a déjà annoncé qu'il ne fallait pas « créer trop d'attentes », même pas 1%…

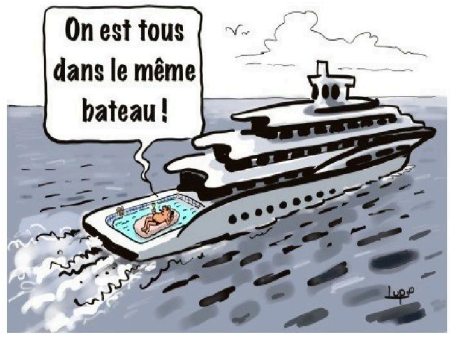
Bref, il n'y a pas grand chose à attendre des directions syndicales et rien du patronat pour obtenir les augmentations de salaires dont on a besoin pour vivre !

Ce qu'il nous faut, c'est nous organiser entre travailleurs et préparer des luttes qui vont en s'amplifiant, qui dépassent une seule entreprise et même un seul secteur. D'autant plus que la marche à la guerre, signifie toujours plus de sacrifices pour les travailleurs, aujourd'hui en chair à profit, demain en chair à canon.



Austérité sans fin ?

Le gouvernement De Wever a annoncé 3 à 4 milliards de coupes budgétaires supplémentaires par an. Elles viennent s'ajouter aux plus de 8 milliards annuels déjà annoncés. Si on ne sait pas encore où précisément le gouvernement compte couper, une chose est sûre : ce sera sur le dos des travailleurs.



Selon De Wever, « *il n'y aura pas de mesures indolores pour sortir ce pays des problèmes. On n'a pas le choix* ». Comme d'habitude, les dirigeants de ce système capitaliste pourri jouent à faire croire que « on » est dans le même bateau.

Mais c'est qui ce « *on* » ? Pour les milliardaires, les mesures du gouvernement De Wever ont été plus que généreuses ! Et c'est précisément pour arroser les grands groupes et les riches de cadeaux que les gouvernements imposent austérité et baisses de salaires aux travailleurs.

Exclusions des allocations de chômage, indexation ralentie, hausses de la TVA, et en plus de nouvelles attaques ? Alors que de plus en plus de ménages ne s'en sortent plus à la fin du mois ?

Oui : le gouvernement est prêt à ramener les conditions de vie et de travail de la grande majorité vers des conditions dignes du 19ème siècle pour satisfaire les exigences de profits des grands

groupes ! Ils n'ont pas de limite : ce sera aux travailleurs d'imposer un recul… des attaques.

Bruxelles : « rigueur » pour les pauvres, cadeaux pour les riches

Sous la pression des milieux financiers, et plus de 600 jours après les élections de juin 2024, les familles politiques habituelles, des libéraux (MR, Anders) aux socialistes (PS, Vooruit), en passant par le CD&V, les Engagés et Groen, se sont accordées sur de nouvelles mesures d'austérité drastiques.

L'accord du nouveau gouvernement bruxellois prévoit 800 millions d'euros de restrictions budgétaires et 200 millions de taxes supplémentaires. Cela fait un milliard d'euros de coupes sur la législature, soit environ 250 millions par an pendant quatre ans. Sur un budget régional d'environ 8 milliards par an, ça représente une coupe massive de plus de 3%.

Bien sûr, le texte ne parle ni d'austérité ni de plans de licenciements massifs, mais de « rigueur » budgétaire.

Il faut oser ! Car la « rigueur », en ce qui concerne les classes populaires, est un terme bien trop doux.

Le gouvernement bruxellois commence par le gel des embauches : un moratoire sur les recrutements s'appliquera à l'ensemble du personnel régional en 2026, et au personnel administratif pour le reste de la législature. Cela signifie une baisse des équipes, dans des services déjà en sous-effectif, et y compris dans des services vitaux comme les pompiers.

Les demandeurs d'emploi sont mis sous pression : contrôles plus rapides et fréquents et mise en place d'un nouveau test de langue, qui vise à mettre sous pression les travailleurs issus de l'immigration. Choquant ! Quand on sait que le nouveau ministre-président de Bruxelles, Boris Dilliès, ne comprend même pas une simple phrase en néerlandais…

Le gouvernement prévoit aussi la réduction ou le report d'investissements publics : gel du projet de métro 3, pression sur les investissements de la STIB et projet de vignette automobile. Et plutôt que de développer des solutions structurelles pour les sans-abris, le gouvernement va renforcer les dispositifs policiers autour des gares.

Et ce n'est qu'un début.

Mais par contre, pour les grands patrons, c'est l'inverse de la rigueur. Le gouvernement bruxellois annonce par exemple la création d'une « zone franche » sur les sites du Port de Bruxelles et de l'usine fermée d'Audi Forest. Autrement dit, alors que les grands patrons ont licencié par milliers, s'ils s'installent dans ces zones, la Région leur offre de payer moins d'impôts !



Les mesures présentées comme « positives » comme la baisse d'1% de l'IPP (impôt sur les personnes physiques) ou le doublement de la prime Be Home pour les propriétaires habitants apporteront quelques miettes aux ménages les plus aisés et à ceux qui peuvent encore accéder à la propriété. La baisse d'1% de l'IPP favorise en revanche largement les plus riches.

L'absence de gouvernement avait pesé sur le secteur associatif, menant à de nombreux licenciements, fermetures de structures, etc. Le nouveau gouvernement continue et aggrave l'austérité.

Là où il est dans l'opposition, le PS prétend que les coupes budgétaires sont le fait de gouvernements libéraux. Mais, depuis 1990, le PS a participé au gouvernement

bruxellois et imposé toutes les mesures du grand patronat et des banquiers. Et aujourd'hui encore, il réitère.

La solution face aux attaques massives contre le monde du travail ne passera ni par un gouvernement « plus à droite » ni « plus à gauche ». Elle passera par des luttes massives du monde du travail.



Déficit : paradis des grands patrons

La Cour des comptes, chargée de contrôler les finances publiques et d'évaluer les hypothèses budgétaires, a conclu que les mesures du gouvernement De Wever ne permettront pas de réduire le déficit autant que prévu.

Cela vaut même après l'ajout, en novembre dernier, d'un nouveau paquet de réductions budgétaires d'environ 9 milliards, venu compléter les 23 milliards de coupes annoncés lors de la formation du gouvernement.

Rien d'étonnant. Le gouvernement De Wever tablait sur une « remise à l'emploi » d'un tiers des exclus du chômage. Mais alors que les travailleurs sont mis sous pression, les grands groupes n'embauchent pas et, au contraire, licencient massivement.

Les CPAS témoignent que presque tous les chômeurs qui se retrouvent sans allocations se tournent vers le CPAS, faute d'avoir pu trouver un emploi. Quant à la fameuse « taxe sur les plus-values », même édulcorée, elle n'est toujours pas opérationnelle.

Mais la Cour des Comptes ne dit pas tout. Si toutes ces mesures budgétaires contre les travailleurs ne vont pas permettre « l'assainissement budgétaire » tant vanté par le gouvernement De Wever, elles ont en revanche atteint leur véritable objectif : soutenir les patrons.

Salaires abaissés, chômeurs forcés à accepter des conditions de travail dégradées faute d'accéder à un revenu, population immigrée mise sous pression, commandes militaires servies sur un plateau : pour les grands groupes, c'est le paradis ! Et tous ces cadeaux font effet : pendant que le portefeuille des travailleurs se creuse, les profits vont bien !

L'avis de la Cour des comptes servira sans doute de prétexte à de nouvelles coupes budgétaires contre la population car, pour ces ministres, peu importe leur couleur politique, il n'est jamais question de remettre en cause les plus de 52 milliards annuels de cadeaux au patronat, ni d'obliger les ultra-riches à payer les impôts auxquels ils sont théoriquement soumis !

La « diplomatie » du bâton

Les politiciens et journalistes se sont insurgés car l'ambassadeur américain en Belgique, Bill White, a pris des positions politiques, notamment contre une enquête ouverte sur des cas de circoncision non réglementées, ou contre Conner Rousseau (Vooruit) qui avait critiqué l'ICE, la police de l'immigration américaine. Cela fait partie de la stratégie des États-Unis pour augmenter la pression contre les pouvoirs en Europe et imposer leur loi.

Mais les politiciens et journalistes qui prétendent que ce ne serait pas le rôle d'un ambassadeur sont hypocrites. La diplomatie a toujours été un moyen des capitalistes et de leurs États plus forts pour imposer leur loi aux États plus faibles. La Belgique ne fait pas exception avec des ambassadeurs qui interviennent directement auprès des gouvernements dans les ex-colonies belges, comme le Congo ou le Rwanda…



Harcèlement de rue quotidien

En Flandre, sur le plateau de la VRT, l'humoriste néerlandaise Soundos El Ahmadi est venue parler d'un spectacle consacré aux violences sexistes. Elle y décrivait ce que tant de femmes connaissent dans la rue : cette vigilance constante, ces trajets calculés, cette peur qui accompagne souvent les déplacements les plus ordinaires.

Face à elle, le journaliste Bart Schols a rétorqué : « J'ai des amies qui le vivent autrement. » L'humoriste ne s'est pas laissé faire et a répliqué vivement à cette négation du harcèlement de rue. Pour

beaucoup, cette phrase a résonné comme une remise en question, une minimisation, de leur vécu.

Le harcèlement de rue n'est pas une exception : c'est le quotidien de nombreuses femmes. En Belgique, 83 % des femmes déclarent avoir déjà été harcelées dans l'espace public. Une sur cinq a déjà été suivie, et une sur trois reçoit régulièrement des remarques ou des commentaires insultants sur son apparence.

Surpopulation carcérale

Cela fait plus de trente ans que les prisons belges sont surpeuplées. Faute de place, des centaines de détenus dorment sur un matelas posé à même le sol. Dans le même temps, les agents pénitentiaires, en sous-effectif permanent, doivent tout assurer, au bord de l'épuisement.

Par manque de places dans les centres de psychiatrie légale — des hôpitaux sécurisés — même des personnes jugées pénalement irresponsables en raison de troubles mentaux restent enfermées derrière les barreaux, au lieu d'être prises en charge dans des centres de soins adaptés. Et la plupart des prisonniers sont des pauvres qui ont commis des petits larcins, alors que les riches trouvent la plupart du temps des moyens d'éviter la prison.

Quelles solutions avance le gouvernement ? Louer ou construire des prisons à l'étranger — en Albanie, au Kosovo, en Estonie. Pour les détenus, cela signifie l'éloignement des familles, des visites presque impossibles, un accès aux avocats et aux procédures judiciaires encore plus compliqué.

Autre idée du gouvernement ? Installer une prison flottante dans un port belge ! Un consortium privé s'est déjà porté candidat pour la gérer. Derrière la surpopulation carcérale, les capitalistes voient surtout l'ouverture d'un nouveau marché et de nouveaux profits.

Ils veulent faire taire la contestation

Le 9 février à l'aube, la police de Liège menait des perquisitions au domicile de huit personnes ayant manifesté le 18 septembre contre la venue de Georges-Louis Bouchez à l'Université de Liège.

Des notes personnelles, des ordinateurs, des téléphones ont été saisis et les personnes ont été arrêtées, emmenées au commissariat pour des auditions de plusieurs heures avant une comparution immédiate.

Si des coups ont sûrement été échangés le 18 septembre, combien sont venus de la police elle-même ? Et que sont ces altercations à côté des coups portés par le gouvernement sur les exclus du chômage, sur les travailleurs, toutes les classes populaires, les écoles et les universités ? Que sont-elles à côté de la violence inouïe que le capitalisme engendre dans le monde et que l'ordre établi tente de maintenir ?

Cette intimidation policière et judiciaire vise à augmenter la pression contre toute forme d'opposition. Elle habitue les policiers aux interventions contre ceux qui contestent l'ordre établi et, en fin de compte, contre la classe ouvrière. Car elle seule a la force de s'opposer au durcissement de l'État sous la pression de la bourgeoisie.

Apprendre à réprimer

Le prince belge a effectué un stage dans un camp d'entraînement militaire dans le désert du Maroc pour apprendre notamment à diriger « un peloton en terrain hostile ». L'armée belge veut se former auprès d'un régime marocain où l'armée vient de réprimer sa population faisant plusieurs morts.

L'armée belge et la monarchie affichent ainsi leur proximité avec un régime qui utilise la violence et la torture pour faire taire ses opposants. Derrière les discours sur les droits humains des dirigeants politiques, les appareils militaires se serrent les coudes et s'entraînent ensemble quand il s'agit d'apprendre à mater les révoltes.

Leur monde impérialiste

Campagne réactionnaire

En France, après la mort tragique de Quentin Deranque, militant d'extrême droite de 23 ans, lors d'une rixe en marge d'une conférence de Rima Hassan (LFI) à Sciences Po Lyon, une offensive politique s'est immédiatement déclenchée. Du PS à l'extrême droite, les accusations ont fusé contre LFI et la prétendue « ultragauche ». Neuf personnes présentées comme issues de cette mouvance ont été mis en examen.

Rien ne justifie la mort de ce jeune homme. Mais l'utilisation qui en est faite est écœurante. Elle occulte le rôle actif de groupes d'extrême droite dans la longue série de violences menées à Lyon par ces milieux depuis des années : agressions, ratonnades, attaques de locaux militants. La plupart sont restées sans suite judiciaire.

En désignant LFI comme responsable moral, ses adversaires cherchent à l'isoler politiquement et l'affaiblir en vue des prochaines élections présidentielles de 2027, tout en blanchissant l'extrême droite, avec laquelle une partie de la droite multiplie les passerelles.

Cette campagne dépasse les querelles politiciennes : en brandissant la menace d'interdiction d'une « ultra-gauche » floue, le but est d'intimider tous ceux qui dénoncent la politique du gouvernement, c'est-à-dire, son austérité imposée à la population, son soutien à Netanyahou ou le traitement infligé aux migrants.

L'extrême droite ne sera pas repoussée par quelques bagarres contre de petits groupes de militants fachos, mais par un réveil de la classe ouvrière et une large lutte contre le capitalisme lui-même.

La guerre, comme la paix, ce sont des affaires

Pendant que des travailleurs russes et ukrainiens continuent de mourir sur le front, Moscou et Washington discutent d'un vaste accord économique.

En échange d'un accès privilégié des entreprises américaines au riche sous-sol russe — gaz, pétrole, minerais stratégiques, ressources de l'Arctique — le Kremlin réclame la levée ou l'allègement des sanctions, ainsi qu'une fin de





guerre en Ukraine qui lui soit favorable.

Le montant potentiel de ces marchés serait estimé à 12.000 milliards de dollars. De quoi attiser l'appétit des capitalistes américains et accélérer les discussions autour d'un « plan de paix ». Si les chefs d'État européens ne sont pour l'instant pas conviés aux négociations, ils ne cessent d'augmenter les envois d'armes à l'Ukraine en espérant obtenir une part du gâteau pour leurs capitalistes.

Guerre ou paix, pour les bourgeoisies des grandes puissances, il s'agit avant tout d'arracher des parts de marché et d'ouvrir de nouveaux débouchés.

AFD : un programme réactionnaire

En Allemagne, l'extrême droite (AfD) pourrait, dans un peu plus de six mois, gouverner une région pour la première fois depuis 1949. Son programme vise d'abord les immigrés, mais c'est l'ensemble de la population qui en subirait les conséquences.

L'AFD défend la « remigration », c'est-à-dire l'expulsion massive d'étrangers, et veut supprimer le droit d'asile.

Ce parti veut réviser les programmes scolaires pour renforcer le nationalisme et reconstruire une « identité nationale ». Cela se traduit par la levée du drapeau allemand dans les écoles et l'hymne chanté chaque jour.

Les femmes sont également visées car, face au recul de la natalité, l'AfD veut restreindre l'avortement et reconstruire « la famille traditionnelle ». Autrement dit, pousser les femmes à rester à la maison, à élever les enfants, à être dépendantes financièrement et socialement de leurs maris.

Toutes ces mesures montrent le projet nationaliste et réactionnaire d'un parti qui a fait des immigrés le bouc émissaire des attaques menées par le grand patronat contre les travailleurs.

Passeports contre chair à canon

La guerre en Ukraine dure depuis quatre ans. En Russie comme en Ukraine, de moins en moins d'hommes acceptent d'aller se faire tuer sur le champ de bataille.

Face à la difficulté de recruter des soldats, la Russie aurait assoupli l'accès à la citoyenneté et multiplié des promesses d'emplois pour attirer des travailleurs africains et asiatique avec des salaires proposés de 920 à 2.400 euros par mois. En réalité, une fois arrivés, ces travailleurs sont envoyés au front.

Ce cynisme n'a rien de nouveau. Pendant la première et deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie belge a massivement mobilisé des travailleurs congolais pour combattre en Afrique contre les colonies allemandes, et cer-

tains jusque dans les tranchées en Europe.

Hier comme aujourd'hui, pour défendre leurs marchés, la bourgeoisie est prête à ouvrir les frontières et accueillir toutes les nationalités pour s'en servir comme chair à canon.

Trump négocie avec les dictatures

Des délégations iraniennes et américaines se sont rencontrées pour négocier un « accord », sous la pression de Trump qui menace d'une intervention militaire. Derrière le chantage à la guerre, en plus du frein à l'enrichissement de l'uranium, il s'agit d'arracher des concessions économiques au régime iranien.

Sous cette pression, Téhéran a mis sur la table plusieurs contrats destinés aux capitalistes américains, notamment dans les secteurs du pétrole et du gaz.

L'administration américaine montre qu'elle peut tout à fait s'accommoder des dictatures en négociant avec les massacreurs du peuple iranien. Mais il n'est même pas certain que des concessions empêchent des bombardements.

Cuba : l'impérialisme étrangle la population

Ces dernières semaines, les États-Unis ont renforcé le blocus économique permanent contre Cuba. Presque plus aucun pétrolier n'arrive dans les ports cubains depuis l'enlèvement, par l'armée américaine, du président du Vénézuéla. Ce pays était le premier fournisseur de Cuba, suivi du Mexique, qui, sous menaces des États-Unis, a lui aussi été amené à arrêter ses exportations de pétrole vers l'île.

Pour les 11 millions d'habitants de l'île, c'est l'effondrement des conditions de vie. La crise énergétique rend le transport chaotique, les coupures d'électricité incessantes réduisent le fonctionnement des hôpitaux, il devient très compliqué de faire le plein. La pénurie de carburant empêche, entre autres, la collecte des déchets, qui s'accumulent dangereusement dans les rues. Dans les villes, certains habitants s'inquiètent d'une possible épidémie qui surviendrait à cause de l'insalubrité.

L'objectif de l'impérialisme n'est évidemment pas la défense de la liberté ou de la démocratie à

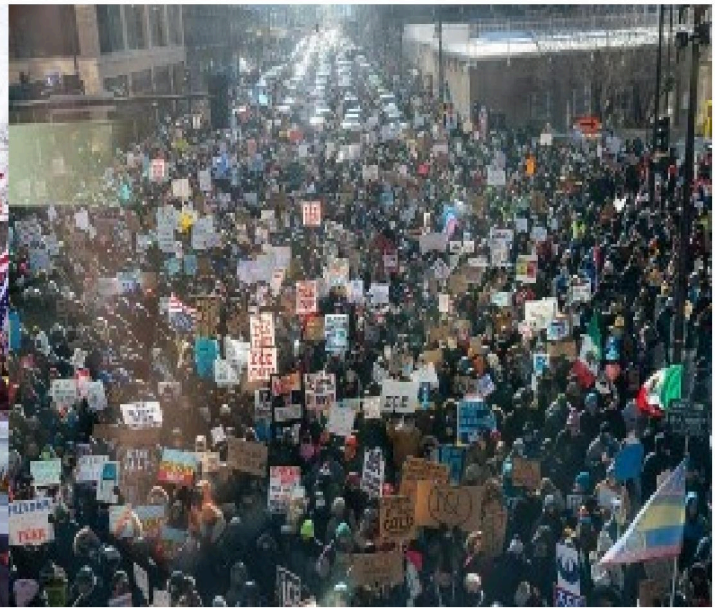


Cuba. Il est de réaffirmer sa domination sur tout le continent américain, si possible en faisant tomber le régime issu de la révolution populaire de 1959 qui s'était débarrassé d'un dictateur à la botte de Washington. Il veut refaire de l'île ce qu'elle était avant cette date : une de ses semi-colonies.

Les mobilisations contre l'ICE font reculer Trump

Les rafles de migrants organisées par l'ICE (l'agence américaine contre l'immigration) à Minneapolis ont déclenché de nombreuses





Minneapolis le 23 janvier 2026

réactions de la population, qui s'est organisée pour freiner ou même empêcher les arrestations.

Les assassinats de Renee Good et Alex Pretti, des militants anti-ICE, lors de ces résistances, n'ont fait que renforcer la colère et la mobilisation de la population. Les manifestations se sont enchaînées, non seulement à Minneapolis, mais dans tous les États-Unis.

L'ampleur du mécontentement de la population a fini par pousser Trump à écarter le dirigeant de l'ICE, et par annoncer le retrait d'ICE de Minneapolis. Ce recul, il ne vient pas « d'en haut », de politiciens de gauche qui auraient bien négocié, mais d'un rapport de force que la population a imposé en se mobilisant. Les habitants de Minneapolis montrent la voie à suivre dans toutes les luttes !

L'affaire Epstein : une bourgeoisie aussi pourrie que son système

L'affaire Epstein lève une partie du voile de la réalité sordide de la classe bourgeoise au pouvoir. Pendant des années, ce financier multi millionnaire a organisé un trafic de femmes, dont des mineures, pour des personnes au pouvoir dans le monde, capitalistes, politiciens, familles royales, etc. en toute impunité.

Malgré sa condamnation pour prostitution de femmes mineures en 2008, aucune enquête n'avait été réalisée, et il avait pu continuer son activité, y compris de sa prison dont il pouvait régulièrement sortir pour « aller travailler ».

Même Donald Trump qui a prétendu révéler toute l'affaire lors de sa campagne électorale, a freiné de tout son poids pour tenter d'empêcher les documents du dossier Epstein d'être révélés. Les millions de documents qui ont fini par être publiés après des pressions des membres du Congrès révèlent comment s'organise la grande bourgeoisie à l'échelle mondiale. Et toute une partie n'est toujours pas publiée.

Le maillon d'une classe sociale

Jeffrey Epstein lui-même ne vient pas d'une famille capitaliste, mais s'est trouvé une place dans leurs réseaux en gérant leurs fortunes et en se faisant repérer par des milliardaires comme Léon Black (Appollo Global Management) et Les Wexner (Victoria Secret) pour sa capacité à contourner les lois et à augmenter leurs fortunes par tous les moyens. Il a ainsi été présenté à tout un milieu d'affaires, mais aussi à des politiciens, membres de familles royales, journalistes, professeurs d'université, etc.



« Publiez les dossiers Epstein »

C'est en rendant des services grassement rémunérés, que Epstein s'est enrichi de plusieurs centaines de millions de dollars. Il organisait, par exemple, des montages financiers pour échapper à l'impôt pour le magnat de la presse Mortimer Zuckerman, ou pour Ariane de Rothschild, actuelle dirigeante du fonds d'investissement Edmond de Rothschild.

Epstein n'était qu'un maillon des réseaux de pouvoir de la bourgeoisie qui s'étendent dans le monde entier.

La corruption, rouage du capitalisme

Les fichiers Epstein révèlent ainsi le détail de nombreuses discussions et transactions avec de nombreux politiciens. Epstein avait noué des relations avec des hommes influents dans le monde entier, de tous les pays et de tous les bords politiques. On peut citer évidemment Donald Trump, dont il a été très proche, le conseiller d'extrême droite de Trump, Steve Bannon, mais aussi la conseillère juridique de la maison blanche sous Obama, Kathy Ruemmler, le politicien travailliste Peter Mandel-

son, le socialiste français Jack Lang, l'ancien ministre de la défense israélien Ehud Barak, le prince anglais Andrew, la princesse de Norvège Mette-Marit ou le diplomate norvégien Terje Rød-Larsen.

Ces différents liens lui servaient de réseau d'informations, comme quand le ministre Mandelson l'informait à l'avance de nouvelles lois fiscales en Angleterre, ou d'un plan de relance européen. Mais il pouvait aussi activer ce réseau pour rendre divers services, comme quand le diplomate Rød-Larsen, qui avait une réputation internationale après avoir négocié les accords d'Oslo entre Israël et la Palestine, recevait des millions pour user de son influence pour aider des milliardaires à échapper à l'impôt.

Mais ces échanges ne sont qu'une toute petite partie des liens entre capitalistes et politiciens. En réalité, les capitalistes sont liés aux politiciens de tous bords et agissent en fonction de leurs intérêts communs.

Des relais dans toute la société

Epstein étend son réseau autant aux milieux universitaires qu'aux milieux artistiques ou sportifs. Il est ainsi en contact avec Noam Chomsky, le linguiste de gauche, le producteur de films Barry Josephson, le gourou spirituel Deepak Chopra, le président de Harvard Lawrence Summers, le chercheur en IA Josha Bach, ou encore Casey Wasserman, président du comité d'organisation des JO.

Les échanges avec tous ces individus montrent de nombreuses rencontres et des discussions souvent politiques, où s'expriment parfois des opinions ouvertement eugénistes ou fascistes. Et les liens passent souvent par des soutiens



financiers de la part de Epstein, comme auprès de la prestigieuse New York Academy of Art, ou auprès de Josha Bach.

La bourgeoisie sait qu'elle a besoin d'entretenir des liens avec l'ensemble des personnalités influentes qu'elle tente de gagner à ses intérêts. En Belgique, le roi, membre central de la bourgeoisie belge, invite ainsi régulièrement des artistes ou intellectuels influents. Tous ces liens servent de points d'appui pour légitimer son ordre social, notamment pour appeler au calme lorsqu'il y a des mobilisations, ou encore pour embrigader les populations dans les guerres qu'elle organise pour ses profits.

Une classe capitaliste à renverser !

De nombreux commentateurs d'extrême droite tentent de récupérer l'affaire Epstein en présentant le réseau d'Epstein comme un « complot juif » pour dominer le monde. Son réseau est pourtant composé d'individus de tous les continents et de toutes les religions, tant en Israël qu'au Qatar ou en Syrie. Epstein était même très proche de Steve Bannon, ouvertement antisémite et proche de groupes néo-nazis.

La seule religion qui relie tous ces individus, c'est celle du profit sonnant et trébuchant. Les accusations contre les Juifs permettent, encore une fois, de tenter de disculper les capitalistes, dont la plupart ne sont pas juifs, pour accuser un peuple qui sert de bouc émissaire.

Epstein est avant tout un représentant de la bourgeoisie. Une classe sociale organisée, consciente de ses intérêts, qui possède le pouvoir économique et politique. Une classe sociale qui transforme tout en marchandises, y compris les femmes et les enfants. Une classe sociale qui s'enrichit sur le dos des travailleurs, qui plonge l'humanité de crise en crise, et qui nous emmène vers des explosions guerrières toujours plus violentes et barbares. Une classe sociale entièrement parasitaire qu'il faut d'urgence renverser!

Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be